

Les facultés de psychologie croulent sous le poids du succès

UNIVERSITÉ Des centaines d'étudiants français s'inscrivent en master

- Après les bacs, ce sont désormais les masters en psychologie qui sont victimes de leur succès.
- En quelques années, à l'ULiège par exemple, le nombre de Français a doublé.

Pour l'heure, nous sommes en pleine gestion de crise, nous espérons dégager des solutions pérennes pour la rentrée prochaine... » Laurent Lefebvre, doyen de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'UMons, est transparent : les facultés francophones de psychologie – et pas seulement la sienne – sont bel et bien en crise. En cause : l'afflux massif et récent d'étudiants dans cette filière. À l'ULiège, on a pratiquement doublé le nombre d'inscriptions en première baccalauréat : 664 étudiants à la rentrée 2012, 1.040 à la rentrée 2018. Avec, pour conséquence, une expansion progressive des classes de master. En 2016 déjà, l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur tirait le signal d'alarme : « La charge d'enseignement accrue ainsi que la charge d'encadrement à la limite du supportable dans les établissements qui dispensent des programmes de master (les universités) ont un effet délétère sur la poursuite d'activités de recherche. » Citant des cas où des promoteurs doivent encadrer 30 à 40 mémoires par an, elle prévenait : « La situation risque de se détériorer au cours des prochaines années avec des modifications législatives ou décrétales qui auront des effets notables sur les effectifs au master. »

« Dans une formation orientée métier, on ne gère pas une classe de 100 comme une classe de 20 »

LAURENT LEFEBVRE (UMONS)

Deux après, nous y voilà, les masters

en psychologie croulent sous l'afflux d'étudiants. Les modifications décrétales ont effectivement bien eu lieu... mais de l'autre côté de la frontière. Depuis la rentrée 2017, la France a en effet littéralement fermé les robinets à produire des psychologues. L'inscription en licence (l'équivalent de nos bacs) reste largement ouverte mais l'accès au master est soumis à un filtre drastique : les universités sélectionnent sur dossier, rejetant 90 à 95 % des candidats. L'immense majorité peuvent/doivent donc se réorienter dans une autre filière. Parmi eux, plusieurs centaines lorgnent désormais vers la Belgique où la licence française donne accès direct au master. Parmi les quatre universités francophones, l'UMons, l'ULiège et l'ULB sont particulièrement impactées par le phénomène. À Mons par exemple, on est passé de 43 dossiers d'admissions d'étudiants français en 2016 à 94 en 2017 et 234 en 2018. À Liège, le nombre de demandes a doublé en deux ans, les Français représentant désormais un quart des effectifs de première master. Au point de faire réagir aujourd'hui la Fédération des étudiants francophones (FEF) et la Fédération belge des psychologues (FBP). « Pénurie de formateurs et de maîtres de stage, professeurs surchargés, manque d'infrastructures et d'encadrement pédagogique... La FEF et la FBP ne peuvent tolérer qu'une telle situation s'installe et perdure. Malgré de nouveaux temps pleins dégagés par certaines universités, la réponse politique est insuffisante, et ceci au détriment de notre enseignement et de nos soins de santé », disent leurs présidents respectifs Maxime Michiels et Catherine Choque.

Le professeur Étienne Quertemont, doyen de la faculté de psychologie de l'ULiège, détaille : « Cela pose beaucoup de problèmes d'organisation des stages, des mémoires de fin d'étude... Nous avons de vraies difficultés à trouver des promoteurs encadrants pour

tout le monde. On gère comme on peut, sans personnel supplémentaire.» Son collègue montois abonde : « L'interpellation de FEF et de la FBP est légitime. Dans une formation orientée métier, on ne gère pas une classe de 100 comme une classe de 20. Nous avons engagé du personnel complémentaire mais cela reste insuffisant. »

Raison pour laquelle les doyens et les recteurs des quatre universités concernées se concertent en ce moment pour dégager des solutions en vue de la pro-

chaine rentrée : arrangement avec la France, augmentation de l'encadrement, contingentement des étudiants non résidents (comme en médecine humaine et vétérinaire)...

« Cette dernière solution n'est sans doute pas à privilégier, veut rassurer le doyen montois Laurent Lefebvre. De plus, la seule hausse des inscriptions au niveau belge, qui s'inscrit dans la durée, justifie une prise en compte de ce problème avec souplesse. » ■

ÉRIC BURGRAFF

REVENDEICATIONS

Engagez, SVP !

La Fédération des étudiants francophones et la Fédération belge des psychologues listent une série de demandes. À l'attention du ministre Marcourt, d'abord : dégager une enveloppe financière exceptionnelle à destination des établissements et conditionnée à l'engagement d'enseignants additionnels, créer des incitants pour pousser les praticiens à devenir maîtres de stage. À l'attention des recteurs, ensuite : engager du personnel enseignant, créer une plateforme réunissant l'ensemble des maîtres de stage agréés et dégager du personnel chargé de créer des collaborations entre le terrain et les universités.

F R